



Afrique et développement, Vol. XXXIV, No. 2, 2009, pp. 159–175
© Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique,
2009 (ISSN 0850-3907)

Les dessous de l'opération Licorne en Côte d'Ivoire : pour une lecture géopolitique nouvelle des interventions françaises en Afrique

Mathieu Adjagbe*

Résumé

Le présent travail porte sur l'intervention militaire française en Côte d'Ivoire. Il s'est donné un double défi théorique et pratique : d'abord analyser les motivations de l'engagement militaire d'une puissance étrangère dans un conflit domestique, élaborer un modèle analytique à partir de la géopolitique nouvelle, puis l'apprécier à la lumière de l'intervention militaire de la France en Côte d'Ivoire. L'intervention française a fait l'objet de moult spéculations pour la plupart narratives voire pamphlétaires. L'originalité de cet article réside dans la capacité de son auteur à systématiser les motivations de la France en s'appuyant sur la dynamique du dehors par une analyse multidimensionnelle et pluri-scalaire. En se focalisant sur des déterminants géopolitiques précis, l'auteur a mis en lumière les considérations idéologiques souvent occultées dans les écrits sur la question. Prenant le contrepied des chercheurs qui tendent à marginaliser le rôle de l'Afrique dans la mondialisation économique, l'auteur a montré l'importance stratégique de l'espace africain, et ivoirien en particulier, pour les grandes puissances qui justifient davantage l'opération Licorne. Il en conclut que cette opération est capitale tant pour la France que pour la Côte d'Ivoire et les pays de la zone Franc CFA.

Abstract

This work is on the French military intervention in Cote d'Ivoire. It sets itself a double challenge which is both theoretical and practical: first, it analyzes the motives of the military commitment of a foreign power in a domestic conflict, develops an analytical model from the new geopolitics, then assesses it in the light of the military intervention of France in Cote d'Ivoire. The French intervention was the subject of much speculation

* Doctorant, Université d'Ottawa, École d'études politiques.
Email : madja057@uottawa.ca.

most of which were narratives and sometimes pamphleteering. The originality of this paper lies in the capacity of its author to systematize the motives of France, building on the dynamics from the outside through a multivariate and multi-scalar analysis. Focusing on specific geopolitical determinants, the author highlights the ideological considerations often concealed in writings on the issue. Taking the opposite view of researchers who tend to marginalize the role of Africa in economic globalization, the author demonstrates the strategic importance of the African and Ivorian space, in particular for major powers, which justifies more the Operation Licorne. The author concludes that the operation is crucial for France, as well as Cote d'Ivoire and countries within the CFA Franc area.

Les Paradoxes de la politique militaire africaine de la France

La politique militaire africaine de la France a toujours obéi à des règles dont seul l'Hexagone détient le secret. Il convient de remonter aux années 1990 pour situer les paradoxes de la diplomatie française. En effet, plusieurs facteurs ont poussé Paris à redéfinir son rôle face aux crises en Afrique. Il s'agit notamment de la fin de la Guerre froide ayant mis fin au conflit idéologique Est-Ouest. En France, des initiateurs de la politique de la « Françafrique » ont disparu,¹ les « affaires africaines » retrouvent la noblesse dans l'opinion publique et les entreprises de la métropole ont atteint le statut de multinationales. Le remodelage des Sommets France-Afrique dû à l'impératif démocratique au menu du discours de La Baule² n'est pas du reste.

Le génocide rwandais dont est accusé le régime Habyarimana militairement soutenu³ par la France avait précipité la mutation de sa politique africaine. L'opération Turquoise a révélé aux hommes d'État français que dans le contexte de la mise en cause de la responsabilité pénale des individus devant des tribunaux onusiens, la prudence s'impose dans les interventions étrangères. En ce qui concerne la Côte d'Ivoire longtemps considérée comme un havre de paix, « le piège sans fin » a commencé avec un premier coup de force en 1999. Mu en rébellion armée, le putsch d'automne 2002 conduisit à la partition *ipso facto* du pays. Divisé en deux, le nord sous contrôle des rebelles et le sud aux mains de l'armée loyaliste, le pays vit une instabilité politique déconcertante qui conforte la thèse de mise sous-tutelle du continent (Ferguson 2004).

La nouvelle orientation de la politique africaine semble avoir guidé la France à se garder d'intervenir en Côte d'Ivoire lors du coup d'État de 1999. L'opposition du Premier ministre Jospin à toute intervention a créé un précédent. Le ministre français de la Coopération d'alors, Charles Josselin, justifiait la stratégie à la Ponce Pilate de Paris :

D'une manière générale, ce qui vient de se passer illustre la nouvelle politique française en Afrique. Il n'est plus question de nous ingérer dans le débat de politique intérieure, il n'est pas question de maintenir contre la volonté

populaire tel ou tel dirigeant. Cette non-ingérence ne signifie pas indifférence et encore moins abandon (RFI 1999).

Fondée sur la doctrine « ni ingérence ni indifférence », la nouvelle politique adopte la sous-traitance des opérations de maintien de la paix aux organisations régionales. Élément fédérateur de l'identité française, le multilatéralisme devient la règle (Macleod et Voyer-Léger 2004). Aux premières heures de la crise ivoirienne de septembre 2002, Paris envoie un contingent militaire assigné d'une mission ponctuelle de protection et d'évacuation des ressortissants étrangers. De son côté, la CEDEAO a promptement réagi et déploie un contingent de l'Ecomog, son bras militaire.

Le 23 septembre 2002, le colonel de Kersabiec, commandant du 43^e bataillon d'infanterie de marine a affirmé qu'il n'était pas question pour les militaires français de se mêler d'une crise « ivoiro-ivoirienne à 100 pour cent ». Pourtant, le contingent est maintenu. Malgré la présence de l'Ecomog, l'opération Licorne s'est mue en une force d'interposition entre les belligérants. Les autorités françaises étaient obligées de préciser les principes qui guident ce revirement politique. Le Quai d'Orsay a annoncé que l'opération Licorne tient essentiellement à préserver l'intégrité territoriale de la Côte d'Ivoire, la sécurité de l'État et du peuple ivoiriens (Smith 2003). S'agit-il là d'un retour à la « normalité » des pratiques « françafricaines » ? Dotée d'environ quatre mille soldats, la Licorne coûte plus d'un demi-milliard d'euros l'an au trésor français (Le Gris-gris international 2007).

Le réalisme de la diplomatie française rappelle que Paris n'a pas d'amis. Au regard du coût de la mission Licorne, il est pertinent de s'interroger sur les motivations qui la sous-tendent. D'où notre question de recherche : comment expliquer une intervention si coûteuse de la France en Côte d'Ivoire en dépit des déclarations officielles ?

L'objectif de la présente analyse est de sortir des approches européo-centristes souvent utilisées pour dépeindre la survenue du conflit ivoirien et justifier ainsi une intervention française généreuse. Nous entendons montrer que l'opération Licorne dissimule bien des motivations géopolitiques. Et la question est de savoir si ces motivations sont essentiellement d'ordre affectif comme le répète Paris ou instrumental. Avant de préciser ces motivations, il convient de situer l'intervention dont il est question dans le présent article.

Précisions conceptuelles

Intervention

Généralement, l'intervention se rapporte aux actions externes d'un État souverain pour influencer les affaires domestiques d'un autre. Nye (2005) établit une échelle d'analyse à huit niveaux, allant du discours aux sanctions

économiques (*soft*) ou de l'envoi de conseillers militaires à une invasion massive (*hard*). Il ajoute que les interventions *soft* constituent un moyen politique puissant pour régler un conflit; ce qui laisse croire que Paris dispose d'une alternative à l'intervention militaire.

La définition que propose Pearson complète la *hard* intervention de Nye et traduit la réalité de l'opération Licorne. Elle désigne le « movement of troops or military forces by one independent country [...] across the border of another independent country..., or actions by troops already stationed in the target country » (Pearson 1974:260).

Types de motivations

La littérature dégage deux types de motivations dans les interventions extérieures : affectives et instrumentales. Les motivations affectives désignent les liens idéologiques, ethniques et religieux entre les groupes de l'État intervenant et ceux de l'État visé (Mitchell 1970). Héraclides (1990) a reconnu la pertinence de ces finalités tout en ajoutant l'irrédentisme et les considérations humanitaires. Il s'empresse de préciser qu'il en est ainsi lorsque l'engagement est de basse intensité. Dans le cas ivoirien, des liens affectifs enracinés depuis la colonisation et entretenus dans les rapports entre la Côte d'Ivoire indépendante et sa métropole ne sont pas à négliger. Nous y reviendrons.

D'autres chercheurs privilégient les motivations instrumentales au sens de gains économiques, d'enjeux politiques et de considérations stratégiques. Au début de son étude sur les opérations de paix de l'ONU, Neack s'est demandé si la participation des États dépend de l'idéal onusien ou plutôt de leur intérêt national. L'étude de dix-huit opérations de maintien de la paix a poussé la chercheuse à admettre que la « realist interpretation which is that states do whatever they can, given their power resources, to protect and preserve their national interests, better explains states' participation » (Neack 1994:181). Elle doute des finalités affectives.

De son côté, Laquandria (2003) s'est interrogée sur le bien-fondé de l'intervention américaine par le truchement de l'Ecomog au Libéria. Tout en actant les rapports historiques entre les peuples américain et libérien, elle soutient que l'opération exprime un besoin de repositionnement géostratégique dans une Afrique de l'Ouest considérée comme la chasse gardée de la France. Le constat de Morrison Taw et Grant-Thomas (1999) confirme cette perception. Les chercheurs voient en le leadership nigérian, la main de Washington qui justifie son soutien par l'appui dont bénéficie Taylor de la part du Burkina Faso et de Côte d'Ivoire, têtes de pont du front français.

Ces différentes positions s'inscrivent dans le débat qui ponctue les approches en théorie des relations internationales. Pour les réalistes, les États

interviennent dans des conflits externes lorsque leurs intérêts vitaux sont en jeu. Ils partent du principe que toute intervention exige des coûts matériels et humains. L'incitatif devrait être suffisamment fort pour cautionner l'engagement. Suivant ces paramètres de théorisation, nous présumons que des motivations instrumentales seraient à la base de l'intervention de Paris en Côte d'Ivoire. Examiner ces motivations revient à identifier les intérêts adjacents à une intervention impériale. Nous jugeons que leur nature pourrait être étudiée en termes géopolitiques.

La géopolitique : historique, définition et déterminants

Historique

De façon réursive, le terme « géopolitique » est omniprésent dans les discours scientifique, politique et médiatique. Apparaissant souvent à l'évocation des interventions extérieures, le concept est employé de façon réductionniste, une limite que la présente analyse veut dépasser.

La paternité du concept revient à l'école allemande autour de Ratzel et de Haushofer qui considèrent l'État comme un être vivant nécessitant de l'espace vital pour sa croissance. Leur conception s'inscrit dans une vision du « darwinisme social » ayant servi de base idéologique à l'impérialisme allemand et au nazisme (Lasserre 2001).

Pour sa part, Mackinder a introduit le concept de *heartland* opposant les pays continentaux et maritimes. Le terme renvoie à une terre centrale – identifiable à la Russie – autour de laquelle gravitent des ceintures périphériques, les *rimland* ou les îles marchandes. La clé de la puissance réside dans le *credo* qu'il a ainsi formulé : « Qui tient l'Europe orientale tient la terre centrale, qui tient la terre centrale domine l'île mondiale, qui domine l'île mondiale domine le monde » (Mackinder [1904] 1992:29).

Pendant la guerre froide, l'école matérialiste marque le saut de la discipline en s'inspirant des idées de Mackinder. La géopolitique autorise l'élaboration d'une politique étrangère active ainsi que le témoigne la *strategy of containment* de Spykman et de ses successeurs Kissinger et Brzezinsky. Elle a permis d'assurer la prééminence américaine en Eurasie, point d'ancrage à la domination globale (Brzezinsky 1997).

Il vient que la géopolitique de la période bipolaire se situe plutôt dans le cadre du réalisme classique et confirme l'importance accordée aux facteurs géographiques, déterminants de la politique et du destin des États. Stato-centrée, l'approche est marquée par un fort déterminisme et oblitère la dynamique du système politique international.

Après la guerre froide, la pensée géopolitique apparaît sous un jour nouveau et certains chercheurs parlent de la géopolitique critique (Lasserre et Gonon 2001), d'autres de la nouvelle géopolitique. Sans renoncer à l'héritage des précurseurs de la discipline, la nouvelle lecture accroît le rôle de l'espace dans la politique sans toutefois le considérer comme totalisant. Elle devient :

the analysis of how political systems and structures [...] influence and are influenced by the spatial distribution of resources, events, and groups, and by interactions among subnational, national, and international political units across the globe. It focuses [...] on how groups interact [...] in the pursuit of controlling resources (Wood et Demko 1999:4).

L'espace est capital et son influence se traduit par une série de déterminants géographiques concrets.

Définition et déterminants

Définition

La géopolitique est une méthode particulière qui met en relief les relations de pouvoir entre le territoire et ses déterminants géographiques d'une part, et la politique des acteurs, de l'autre. Elle repère, identifie et analyse les phénomènes conflictuels, les stratégies offensives ou défensives centrées sur la possession d'un territoire (Lorot 1995).

L'analyse géopolitique repose sur la binarité ambitions-menaces qui permet de lire les actions diplomatico-stratégiques comme c'est le cas en Côte d'Ivoire. Selon cette technique, toute intervention extérieure se ramène à la volonté de réaliser des ambitions ou de contrer des menaces. Le jeu de réflexion pousse à s'interroger sur « qui veut quoi, pourquoi et comment ? Que veut ce pays qui vient de déclencher une guerre ? De qui a-t-il peur ? De quel avantage veut-il disposer ? » (Thual 1996:22). La mise en perspective des éléments de réponses en lien avec les représentations idéologiques permettent de découvrir les priorités géopolitiques à l'œuvre. Composée de deux morphèmes « géo » signifiant terre et politique, la géopolitique invite à saisir les visées d'une action politique dans l'espace. Cette conception est pertinente à l'analyse de l'intervention française en Côte d'Ivoire d'autant qu'elle permet de mettre « en relation les facteurs de la puissance étatique, la politique internationale, et l'environnement géographique » (Gounelle 2001:121).

Déterminants

Deux ensembles de déterminants s'imposent dans l'analyse des faits géopolitiques. Les facteurs constants touchent la position générale de l'État par rapport aux autres, l'existence ou non de façade maritime. Les facteurs

changeants renvoient aux ressources énergétiques et minières ainsi qu'aux considérations idéologiques.

Au plan militaire et stratégique, les facteurs constants permettent de saisir l'agenda de l'opération Licorne d'autant que la position générale de la Côte d'Ivoire dans l'espace franc-africain traduit la nécessité de défendre une zone d'influence historique. Au regard de notre problématique, il est pertinent de retenir trois domaines qui constituent l'ossature de notre grille d'analyse : le militaire/stratégique, l'économique et les représentations idéologiques.

Motivations géopolitiques de l'opération Licorne

L'importance militaire/stratégique de la Côte d'Ivoire

Le domaine militaire/stratégique relève de la dimension traditionnelle de la géopolitique. Selon cette lecture, la quête de sécurité est l'enjeu principal de l'attitude d'un État (Waltz 1979). Cette sécurité se définit par la puissance de feu qui garantit l'intégrité territoriale et la survie. Le volet géostratégie se décline en termes de position géographique de l'État et traduit le besoin de protéger une zone d'influence. Dès lors, une intervention militaire est plus probable lorsque la position géographique de l'État cible est importante pour la puissance impériale tutélaire. Dans le cas ivoirien, nombre d'indicateurs sont pertinents comme la sortie maritime, sa position par rapport aux routes stratégiques, la configuration des alliances éventuelles. La Côte d'Ivoire se situe au cœur du pré-carré ouest-africain et la probabilité d'intervenir est renforcée d'autant qu'il existe un risque du *spill-over* pour la sous-région.

En lien avec Thual précédemment évoqué, l'intervention militaire de la France répond à la binarité ambitions-menaces. La Côte d'Ivoire apparaît le *heartland* à partir duquel Paris assure le contrôle de cette partie de la chasse-gardée. Sa situation géographique est intéressante à cet égard. Bordée par le golfe de Guinée et ceinturée par deux pays anglophones (le Ghana et le Libéria), la Côte d'Ivoire dessert les *rimland* au sens de Mackinder, le Burkina Faso et le Mali. Au carrefour des routes maritimes qui longent le golfe de Guinée, elle se révèle le château fort de la France dans la région. Le territoire ivoirien occupe une position géostratégique et l'ancienne puissance tutélaire gagnerait à préserver tant son unité que sa stabilité. Devant les velléités impériales de Washington, l'opération Licorne marque la volonté de Paris de rester maître dans son espace vital.

En effet, à la fin de la guerre froide, la « grande stratégie » a disparu « en même temps que le mur de Berlin et les statues de Lénine dans les rues de Moscou » (Kagan 2003:126). Washington a modifié sa politique africaine qui consistait à sous-traiter le continent aux puissances européennes notamment la France. Des officiels américains saisissent toute occasion pour déclarer la guerre aux intérêts français ainsi que le rappelle le Secrétaire d'État Warren

Christopher. Celui-ci affirmait révolu « le temps où l'Afrique pouvait être divisée en sphères d'influences, où les puissances extérieures pouvaient considérer les groupes entiers de pays comme leur domaine réservé » (N'Gbanda 2004:110).

Le Département d'État affiche la détermination des États-Unis à assumer le leadership dans le déroulement du prochain chapitre de l'histoire de l'Afrique. L'éviction de Paris des Grands Lacs Africains a matérialisé cette volonté de déloger Paris. Washington a mis en place une batterie d'institutions militaro-économiques qui entrent en concurrence avec le dispositif traditionnel de Paris. L'ACRI devenue l'ACOTA et l'AGOA⁴ figurent au rang de ces dispositifs. De plus, Washington a passé des accords de coopération militaire tous azimuts avec des pays francophones symboles dont la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Mali ou encore l'Algérie. À l'hiver 2007, le Congrès a approuvé l'Africa Command que le Pentagone a investi d'une mission de coopération des différents partenariats de sécurité autour et sur le continent africain. Il s'agit d'une première alors que cela était seulement fait de l'Europe jusqu'à présent.⁵

Dans cette perspective, l'opération Licorne s'impose pour parer à la menace américaine et affirmer l'ambition française de puissance. La menace est à la fois interne et externe à l'Afrique. À l'interne, l'implosion de l'ancienne « vitrine » française aurait des répercussions sur la stabilité régionale. De même, il est difficile d'imaginer le coût politique de la réaction du peuple français devant l'effondrement du seul pays dont le succès économique limite les diatribes contre sa mission dite civilisatrice. L'opprobre ternirait davantage l'image de la France dans l'opinion publique africaine voire internationale. L'opération Licorne se révèle un signal rassurant à l'ensemble des États du pré-carré.

Plus qu'une opération de sauvetage allié, l'intervention semble être guidée par le syndrome de la Fachoda. La présence des forces spéciales américaines dans la région ravive la peur de voir Washington intervenir directement dans l'épicentre du pré-carré (Leymarie 2002). Dans sa croisade contre le terrorisme international, l'administration Bush n'apprécie guère l'instabilité d'un pays qui pourrait servir de nids aux organisations criminelles. La présence de mercenaires libériens augmente le risque de déstabilisation nuisible aux milieux d'affaires.

En outre, la configuration des alliances préfigure une intervention directe de la France. L'existence d'un concurrent dans la lutte pour l'influence conforte une action militaire directe. Allié naturel des Américains, le Nigéria est de loin la seule puissance militaire dans la région. Les pays francophones susceptibles d'épauler Paris n'ont pas le statut de puissance locale alors qu'il existe une possibilité réelle d'entrée en scène de l'armée nigériane. Les tapages

autour de la médiation sud-africaine sont révélateurs d'une alliance pouvant desservir la France. Ces considérations justifient la mise en veilleuse de la doctrine de la sous-traitance impériale des opérations de maintien de la paix. Comme le précise l'adage, « on est mieux servi que par soi-même ».

L'irrésistible attrait géoéconomique

Les appétences impériales de Washington en Afrique oblitèrent des raisons stratégiques. Après l'effondrement de l'Union soviétique, la menace communiste a cédé à la conquête néolibérale, les « Cold War ideological rivalries have been replaced by world-wide economic competition » (Luttwark 1990:24). Rougier (1947) prédisait déjà la volatilité des axes économiques et la constante déformation des constellations politiques.

Dans *Géopolitiques & Économies* qu'ils ont publié en 1997, Imbeault et Montifroy ont levé le voile sur les rapports entre la géographie et l'économie des États. À l'aide des exemples du passé, comme ceux de Mégare et de Rome, et du présent, comme ceux de la Russie et de Hong Kong, les chercheurs canadiens ont analysé les processus de recomposition géopolitique en cours. En épousant la philosophie de Gottmann, ils approuvent l'idée que la puissance et la richesse des États s'évaluent à la lumière de leurs ressources en matières premières. Leur étude a le mérite de ressortir la philosophie économique qui préside aux destinées des grands ensembles géopolitiques et débouche sur une remise en question philosophique des doctrines économiques et politiques classiques.

Dans son ouvrage consacré à *l'Histoire de la géopolitique*, Lorot (1995) s'est interrogé sur le rapport entre la géopolitique et l'économie. Par le concept de « géo-économie », le chercheur canadien a montré l'existence de liens directs entre la géopolitique et l'économie. Dans le processus de la globalisation, la puissance d'un État se mesure non seulement à sa capacité à capter les flux des capitaux mais davantage à contrôler de loin les ressources énergétiques et les minéraux stratégiques. Dans cette course, l'emprise économique déborde sur le champ de la géopolitique sous la pression de la mondialisation. Il s'agit là d'un phénomène qui tend à « transcender la logique d'un système interétatique à laquelle se substitue une logique de réseaux transnationaux » (Adda 1996:3). Dès lors, les actions diplomatiques plus ou moins ouatées visent plus ouvertement à localiser, répartir le marché des matières premières et à entretenir de bonnes relations politiques avec les États détenteurs.

Il vient que l'accès et le contrôle des ressources stratégiques représentent des enjeux majeurs ainsi que l'a révélé Maire (1997) dans son article, « Le minerai, clé du pouvoir ». À en croire cet analyste, Paris avait tardivement compris la tactique de Washington à effiloche ses liens avec l'Afrique. Le

« Prométhée déchaîné » des carcans idéologiques d'un monde bipolaire n'a de cesse lancé des pics à la France : « les Américains vont tenir la dragée haute aux partenaires traditionnels de l'Afrique, à commencer par la France » (Brown dans N'Gbanda 2004:196).⁶

La dépendance mutuelle entre l'économie et la puissance forcent l'intérêt croissant que les grandes puissances accordent aux ressources stratégiques et les voies de leur acheminement. Klare (2002) souligne l'importance de ces facteurs à partir d'une analyse des manœuvres de l'armée américaine au Kazakhstan. De même qu'elles avaient motivé la colonisation de l'Afrique, ces ressources se révèlent la boussole qui oriente les politiques impériales actuelles. Devenues essentielles au maintien des économies capitalistes, les matières premières stratégiques pourraient attirer des « proxy wars » aux États pourvoyeurs. Ils risquent d'implorer vu la tendance américaine à user de son potentiel militaire pour en assurer le contrôle (Le Billon 2006).

Il est difficile d'expliquer la dynamique des politiques sécuritaires sans reconnaître l'enjeu des ressources non renouvelables. En ce sens, l'espace africain est révélateur de l'intérêt que les puissances lui portent. Par rapport aux réserves mondiales, le continent renferme 75 pour cent de diamants, 70 pour cent d'or et de cobalt, 50 pour cent de vanadium, 46 pour cent de platine, 20 pour cent du cuivre, 20 pour cent d'uranium en forte concentration (Chaliand 1984). Il est approprié de retenir les ressources naturelles comme des intérêts géopolitiques. Des investigations font état de la découverte d'importants champs pétrolifères et gaziers en Côte d'Ivoire.

En effet, selon les données du rapport de la Commission d'enquête internationale des Nations unies sur la Côte d'Ivoire, le pays possède une réserve pétrolière proche de celle de Koweït. Elle devient le premier État du pré-carré producteur du pétrole vert et le second en Afrique après le Nigéria. Si certains analystes comme Favennec et Copinschi (2003) tendent à assouplir l'importance du pétrole ivoirien, il faut reconnaître l'actualité des données du rapport onusien que confirme le récent audit de la Banque mondiale sur la gouvernance du pétrole dans ce pays. En outre, le rapport souligne la découverte du gaz dont l'exploitation s'étalerait sur un siècle. Le rapport précise également l'existence de métaux précieux (l'or, le diamant) et de métaux rares utilisés dans les technologies de pointe (ONUCI 2004). L'attrait des ressources est renforcé par l'annexe II de l'Accord colonial de défense (toujours en vigueur) entre la France, la Côte d'Ivoire, le Bénin et le Niger. Au regard des articles 2, 3 et 5 dudit accord, la France détient le monopole d'exploitation des matières premières stratégiques de ces pays.

Par ailleurs, l'approche analytique autorise la prise en compte d'autres données telles le réseau routier ivoirien et les investissements directs étrangers

de la France. La Côte d'Ivoire est l'un des rares États francophones de la région les plus équipés en infrastructures portuaires. Le développement de réseaux ferroviaires et routiers favorisent le commerce international des *rimland* du pré-carré. Au plan foncier, la France détient suivant le code rural de 1998, 45 pour cent des terres ivoiriennes.⁷ Il convient de préciser la forte présence de multinationales françaises qui contrôlent les secteurs névralgiques de l'économie ivoirienne.⁸

Au plan financier, l'intervention militaire soutient le principe de la conservation du contrôle de la zone Franc CFA dont la Côte d'Ivoire constitue l'épine dorsale. Selon les données de la Banque Centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO), la Côte d'Ivoire a produit 38 pour cent du PIB et 45 pour cent de la masse monétaire des pays de l'UEMOA⁹ au titre de l'année 2003. La France a sciemment conservé la tutelle du franc CFA qui lui consacre le contrôle des économies de la zone. Le mécanisme de tutelle est assuré par la centralisation des réserves de change. Ainsi que le précise une note d'information de Banque de France, la BCEAO est tenue de déposer 65 pour cent minimum de ses réserves de change auprès du Trésor français en contrepartie de la convertibilité illimitée garantie par la France (Agbohoun 1999 ; Banque de France 2003). La préservation de l'unité de la Côte d'Ivoire ainsi que l'annonce l'objectif de l'opération Licorne est vitale aussi bien pour la France que pour les pays de l'espace monétaire CFA. L'enjeu financier est palpable d'autant que la Côte d'Ivoire représente pour le « CFAland », ce que l'Allemagne représente pour l'*Euroland*.

À la lumière de ce qui précède, la Côte d'Ivoire a un potentiel économique, un intérêt géoéconomique pour la France qui le contrôle par un géo-pouvoir immanent.

Les motivations idéologiques et la grande stratégie

Le domaine idéologique fait appel aux représentations politiques qui indiquent la dimension subjective d'un territoire donné dans l'imaginaire collectif d'un peuple. Elles s'enracinent dans les mythes et les légendes nationaux, les symboles, la religion et l'histoire de ce peuple. La géopolitique embrasse « différents types d'enjeux [...] d'identité sur des territoires, et sur les représentations qui leur sont associées » (Géré 2002:112). Elle analyse des représentations habituelles qui décrivent les situations sociopolitiques localisées géographiquement. Lasserre et Gonon (2001) insistent sur l'idée que tout déploiement spatial du politique est incontournable du fait que nous sommes incarnés et que la communauté où nous vivons et autour de laquelle s'organise notre existence est inscrite dans l'espace. La qualité de leur analyse réside dans l'importance singulière qu'ils accordent aux discours historiques, supports des représentations et instruments de légitimation des actions politiques.

Ces approches balaient la dichotomie entre géopolitique et géographie politique. Ils rejoignent Lacoste (1984) et Foucher (1988) qui mettent en relief le rôle des représentations dans l'approche géopolitique.

Puisant de la phénoménologie de Husserl, le chef de file de l'école française conçoit les représentations comme l'ensemble des idées et des perceptions collectives qui émeuvent des groupes sociaux et qui structurent leur vision du monde. Lacoste pousse le concept au-delà des idéologies nationales pour inclure les imaginaires collectifs qui font des représentations, un miroir qui reflète les motivations des hommes politiques. Elles peuvent être marquées par la tendance à l'agressivité ou à la défensive. La géopolitique au sens de Lacoste recherche des intentions collectives et étudie les rivalités de pouvoir sur des territoires symboles (Thual 1996:14). L'analyse idéologique discerne les sujets profonds qui inspirent des actions d'une société et commandent à son destin. Contrairement à la *Weltanschauung* allemande, l'idéologie ici a plutôt une fonction positive. Ces conceptions corroborent les objectifs de l'armée française, « avoir une capacité de projection étrangère de ses troupes pour défendre ses intérêts nationaux sur des théâtres d'opération étrangers » (Béland et Bouvier 2006:75).

Les perceptions nationales de grand destin de la France comportent des traits expansionnistes ainsi que le témoigne le général de Gaulle qui identifie la France à l'Europe. Les traits messianiques et les prétentions au rôle de grande puissance se manifestent à travers l'idée même d'intervenir en Côte d'Ivoire. À cet égard, le rôle de l'histoire est pertinent. La Côte d'Ivoire a été le pivot de l'AOF¹⁰ et les relations franco-ivoiriennes ont longtemps été fidélisées par les deux parties. Même si cette appréhension n'exclut pas un empilement de doctrines, les liens historiques entre les deux peuples restent prégnants. À cet égard, l'opération Licorne est l'expression tangible d'une des ambitions de la diplomatie française étroitement liée aux perceptions populaires des Français : assumer le rang d'une des puissances mondiales (Béland et Bouvier 2006:80).

Il se pose toutefois la question de moyens pour traduire les représentations en actions. Le domaine idéologique a une forte composante d'engagement politique qui le rattache aux précurseurs de la discipline. L'articulation politique des perceptions nécessite la « grande stratégie » qui englobe le militaire, l'économique et/ou le démographique. L'interaction entre ces domaines incite à appréhender le concept au sens d'« art of controlling and utilizing the resources of a nation [...] including its armed forces, to the end that its vital interests shall be effectively promoted and secured against enemies » (Earle 199:4). Le politique devient le catalyseur des perceptions du rôle et de la place d'un peuple dans le monde. Ainsi, [...] policy makers take these visions

or images, mix them with the 'scientific' principle of causality, and end up with geopolitical theories or doctrines. [...] In international politics often perceptions matter more than 'real' things (Tchantouridze et Lieverse 2000:2). La grande stratégie est permanente; elle ne finit pas avec la fin de la guerre comme elle ne commence pas avec elle. De ce point de vue, sa prise en compte offre un autre degré d'analyse qui dépasse le niveau purement idéologique en même temps qu'il lui est proche.

Il est intéressant de situer la dimension idéologique à différents niveaux. Waltz (1979) situe les perceptions à trois niveaux : individuel et bureaucratique, interne et global. Au niveau individuel et bureaucratique, les leaders politiques ainsi que les différents groupes d'intérêts (l'armée, milieux d'affaire) jouent un rôle clé dans l'élaboration de la politique étrangère. Dans le cas français, la personne du chef de l'État est centrale. La décision d'intervenir repose essentiellement dans les mains du chef de l'État, en l'occurrence le président Chirac. Son appartenance politique rappelle le piège des indépendances en Afrique de même que les velléités d'indépendance du général de Gaulle vis-à-vis de l'administration américaine. Au niveau interne, nous pouvons relever la cohabitation et ses conséquences ainsi que les scandales mettant en cause le financement des partis politiques. Mais plus encore, l'électrochoc du printemps 2002¹¹ tend à renforcer le sentiment national d'une France humaniste et ouverte sur le monde. Au niveau global, la crise diplomatique ayant opposé la France et les États-Unis sur la guerre en Irak renforce les perceptions populaires qui se traduisent en actions géopolitiques.

Conclusion

Le but de ce travail était de comprendre au-delà des objectifs officiels, les causes profondes de l'intervention de l'armée française dans la crise ivoirienne. Nous avons présumé que les motivations de cet engagement sont instrumentales. Dès lors, l'approche géopolitique est toute indiquée pour déchiffrer la dynamique extérieure à l'aune de cette opération. La géopolitique offre l'avantage de favoriser une analyse multidimensionnelle qui prend en compte nombre d'indicateurs. La relation qui rattache l'étude géopolitique à l'analyse inspirée par le réalisme permet d'adopter différents niveaux d'analyse à même de mettre en relief plusieurs dimensions de la problématique. Il s'impose toutefois d'admettre le défaut d'absence de rigueur inhérent à toute analyse inclusive. Ce défaut n'entache pas la crédibilité d'une grille d'analyse multidimensionnelle, multidisciplinaire et multiscalaire. La géopolitique dite nouvelle autorise de prendre en compte des déterminants géostratégiques, économiques et idéologiques. Nous aurions pu approfondir l'analyse pour interroger la dynamique interne à la Côte d'Ivoire même si nous avons effleuré la dimension régionale. L'approche multidisciplinaire permet de croire que

l'opération Licorne répond à des objectifs géopolitiques tant dans l'intérêt de la France que de la Côte d'Ivoire et de la sous-région ouest-africaine.

De part la géopolitique dite classique, la Côte d'Ivoire constitue le pivot géographique à partir duquel la France est susceptible de contrôler la partie ouest-africaine de son *heartland* au sens de pré-carré. Cette analyse révèle les lacunes de la conception occidental-centrée de la mondialisation qui tend à marginaliser l'Afrique et minimiser son importance économique et militaire. Ainsi que l'a fait remarquer Cohen, l'Afrique de l'Ouest en particulier est d'une importance capitale, potentiellement déstabilisatrice du marché global. Les grandes puissances font face à des blocs géopolitiques secondaires depuis la fin de la guerre froide. En Afrique au sud du Sahara, la Côte d'Ivoire occupe une position clé. La découverte des ressources stratégiques et le développement des sociétés offshores au large du golfe de Guinée placent le pays à la croisée d'intérêts géopolitiques. Dans ces conditions, « this politically and economically unstable region [West Africa] can thus become a catalyst for global instability. It warrants sustained strategic and economic attention » (Cohen dans Wood et Dembo 1999:44). Vu sa position géographique et économique, nous pouvons reformuler le credo mackinderien : qui tient la Côte d'Ivoire tient le pré-carré, qui tient le pré-carré domine l'île centrale, qui domine l'île centrale domine l'Afrique. Le syndrome de la Fachoda, les facteurs géoéconomiques et les représentations idéologiques sont en filigrane des motivations d'intervenir en Côte d'Ivoire. Cette analyse amène à conclure que pour parer à la menace hégémonique américaine et à son avancée sur le continent africain, la France organise une vaste parade destinée à marquer un territoire qu'elle a toujours considéré comme son arrière-cour. L'hypothèse de départ reste fondée car les objectifs officiels bien qu'intéressants, n'ont de sens qu'à travers le prisme géopolitique.

Notes

1. Il s'agit entre autres du général de Gaulle, de Michel Poniatowski, de Jacques Foccart ou encore du président ivoirien Félix Houphouët-Boigny.
2. Il s'agit du discours de Mitterrand du 20 juin 1990 lors du sommet de la Francophonie où le président français invite les chefs d'État de la « Françafrique » à démocratiser leur régime. Mitterrand a été obligé de souscrire malgré lui à cet impératif sous la poussée de l'administration Clinton.
3. Il s'agissait de l'Opération Noroît qui s'inscrit dans le cadre de l'accord de défense et de coopération militaire qui oblige Paris à secourir le Rwanda en cas d'attaque étrangère.
4. ACRI, c'est l'African Crisis Response Initiative mise sur pied par l'administration Clinton dont l'objectif est de moderniser les armées africaines

et former les soldats aux opérations de maintien de la paix. L'administration Bush l'a transformée en ACOTA, African Contingency Operation Training Assistance. Depuis 1997, le programme a entraîné des bataillons au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Mali, ou au Sénégal. Lire à cet effet, Abramovici, P. (2004) « Activisme militaire de Washington en Afrique », dans *Le monde diplomatique*, juillet, pp.14-15. L'AGOA est l'offensive économique, African Growth Opportunity Act qui ouvre le marché américain aux exportations africaines. Elle est présentée comme le pendant de l'Accord de Cotonou entre l'Union européenne et les pays ACP.

5. Nous faisons allusion à l'US-Eucom, le commandement européen de l'armée américaine basée à Stuttgart en Allemagne depuis le second conflit mondial.
6. Brown Ron fut Secrétaire d'État au commerce dans l'administration Clinton.
7. La Côte d'Ivoire occupe une superficie de 322 462 km² avec plus de 15 millions d'habitants. Les sièges de la présidence de la République et de l'Assemblée nationale ivoirienne font l'objet d'un bail conclu avec Paris selon le rapport de l'ONUCI (2004).
8. Au rang de ces multinationales figurent Bouygues, les groupes Bolloré ou Total, France Telecom, la Société Générale, le Crédit Lyonnais, BNP-Paribas et AXA.
9. Le Franc CFA est la monnaie de la Compagnie Financière Africaine, l'ancienne communauté française d'Afrique. La zone Franc CFA est un regroupement monétaire rassemblant huit pays francophones. UEMOA, c'est l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine dont la zone CFA est un sous-ensemble.
10. AOF, c'est l'Afrique occidentale française qui faisait partie intégrante de l'empire français. Waltz, K., 1979, *Theory of International Politics*, New York : McGraw-Hill, Inc. Wood, W., Demko, G., 1999, *Reordering the World. Geopolitical Perspectives on the Twenty-First Century*, (sous la dir.), Boulder : Westview Press.
11. Il s'agit de l'arrivée « surprise » au second tour des élections présidentielles en France du parti d'extrême droite.

Références

- Abramovici, P., 2004, « Activisme militaire de Washington en Afrique », *Le Monde diplomatique*, juillet, pp. 14-15.
- Adda, J., 1996, *La mondialisation de l'économie*, Paris : La Découverte.
- Agbohou, N., 1999, *Le Franc CFA et l'Euro contre l'Afrique*, Paris : Solidarité mondiale A.S.
- Banque de France, 2003, « La Zone Franc », *Note d'information* n°127, octobre.
- Béland, J.F., Bouvier, G., 2006, « Y-a-t-il des outils de réforme et de gestion de la politique étrangère française », *Études internationales*, vol. 37, no.1, pp. 71-89.
- Blé Kessé, A., 2005, *La Côte d'Ivoire en guerre : le sens de l'imposture française*, Paris : L'Harmattan.

- Brzezinsky, Z., 1997, *Le grand échiquier*, Paris : Hachette.
- Chaliand, G., 1984, *Atlas de la découverte du monde*, Paris : Fayard.
- Chaliand, G., 1980, *L'enjeu africain*, Paris : Seuil.
- Chauveau, J.-P., 2000, Question foncière et construction nationale en Côte d'Ivoire. Les enjeux silencieux d'un coup d'État, Paris : Politique Africaine.
- Earle, E.M., 1991, « Grand Strategies in War and Peace », Kennedy, Paul (dir. publ.), Yale : Yale University Press.
- Favennec, J.-P. et Copinschi, P., 2003, « Les nouveaux enjeux pétroliers en Afrique », *Politique africaine*, no.89, pp. 14-20.
- Ferguson, N., 2004, *Colossus. The Price of America's Empire*, New York : Penguin Press.
- Foucher, M., 1988, *Fronts et Frontières, un tour du monde géopolitique*, Paris : Fayard.
- Géré, F., 2002, *Pourquoi les guerres ? Un siècle de géopolitique*, Paris : Éds. Larousse, Collection 20/21.
- Gounelle, M., 2001, *Relations internationales*, Paris : Dalloz.
- Heraclides, A., 1990, « Secessionist minorities and external involvement », *International Organization*, vol. 44, no. 3, pp. 341-378.
- Imbeault, M. et Montifroy, G. A., 1997, *Géopolitique et économies, De rivalités économiques en conflits géopolitiques*, Montréal : Science et Culture.
- Imbeault, M. et Montifroy, G. A., 1996, *Géopolitique et idéologie, des rêves éclatés aux questions du futur*, Montréal : Sciences et Cultures.
- Kagan, R., 2003, *La puissance et la faiblesse : les États-Unis et l'Europe dans le nouvel ordre mondial*, Paris : Plon.
- Klare, M., 2002, *Resource Wars*, New York : A Metropolitan/Owl Book.
- Lacoste, Y., 1984, *Unité et diversité du tiers monde. Des représentations planétaires aux stratégies sur le terrain*, Paris : La Découverte.
- Laquandria, D., 2003, « US intervention: Why Liberia, Why now? »
- Melbourne Indymedia, <http://www.hartford-hwp.com/archives/45/255.html>, page consultée le 15 février 2006.
- Lasserre, F. et Gonon, E., 2001, *Espaces et enjeux : méthodes d'une géopolitique critique*, (sous dir.), Paris : L'Harmattan.
- Le Billon, P., 2006, « The geopolitical economy of resource wars », in G. O'Tuathail, S. Dalby, P. Routledge (eds), *The geopolitics reader*, London.
- Le Gri-Gris International*, 2005, « Très chère Côte d'Ivoire. Combien coûte l'opération Licorne ? », <http://www.afrik.com/article8232.html>, page consultée le 27 février 2007.
- Leymarie, P., 2002, « L'éternel retour des militaires français en Afrique », *Le Monde diplomatique*, novembre, pp. 24-25.
- Lorot, P., 1995, *Histoire de la géopolitique*, Paris : Economica.
- Luttwak, E., 1990, « From Geopolitics to Geoeconomics », *National Interest*, vol. 20, pp. 17-24.
- Mackinder, H., [1904] 1992, « Le pivot géographique de l'histoire », *Stratégies*, no. 55, pp. 12-29.

- Macleod, C. et Voyer-Léger C., 2004, « La France : d'une puissance moyenne à l'autre », *Revue Études internationales*, vol. XXXV, no. 1, pp. 73-96.
- Mahan, A.T., 1957, *The influence of sea power upon history 1660-1783*, New York: Hill and Wang.
- Maire, J.M., 1997, « Le Minerais, clé du pouvoir », *France Soir*, Paris, 18 mars, p. 9.
- Mitchell, C.R., 1970, « Civil Strife and the Involvement of External Parties », *International Studies Quarterly*, vol. 14, no. 2, pp. 166-194.
- Morrison Taw, J., Grant-Thomas, A., 1999, « U.S. Support for Regional Complex Contingency Operations: Lessons from ECOMOG », *Studies in Conflict & Terrorism*, pp. 22:53-77.
- Neack, L., 1995, « UN Peace-Keeping: In the interest of Community or Self? », *Journal of Peace Research*, vol. 32, no 2, pp. 181-196.
- N'Gbanda, H., 2004, *Crimes organisés en Afrique centrale : révélations sur les réseaux rwandais et occidentaux*, Paris : Duboiris.
- Nye, S.J., 2005, « Intervention and sovereignty », in *Understanding international conflicts: An introduction to Theory and History*, Montréal, Pearson Longman, pp. 159.
- ONUCI, 2004, « Avenir économique de la Côte d'Ivoire : découverte de nouvelles richesses », Rapport de la Commission d'enquête internationale sur les allégations de violations des droits de l'homme en Côte d'Ivoire, New York.
- Partenariat Afrique Canada, 2004, *Actes du colloque international sur la Côte d'Ivoire*, Ottawa : Université Saint-Paul.
- Pearson, F., 1974, « Foreign Military Interventions and domestic Disputes », *International Studies Quarterly*, vol. 18, no. 3, pp. 259-290.
- Présidence de la République de Côte d'Ivoire, Accords de défense entre la Côte d'Ivoire et la France, Annexe II, http://www.presidence.ci/crise/accords_defense2.php, page consultée le 28 mars 2007.
- RFI, 1999, Position de la France face au coup d'État en Côte d'Ivoire, <http://www.rfi.fr/Fichiers/MFI/PolitiqueDiplomatie/1360.asp>, page visité le 15 février 2007.
- Rougier, L., 1947, *La Défaite des vainqueurs*, Bruxelles : La Diffusion du livre
- Smith, S., 2003, « La politique d'engagement de la France à l'épreuve de la Côte d'Ivoire : La Côte d'Ivoire en guerre : Dynamique du dedans, dynamique du dehors », *Politique Africaine*, n°89, Paris : Karthala.
- Tchantouridze, L., Lieverse, A. 2000, 'Geopolitics: Global Problems and Regional Concerns'. *Bison Paper 4*, Winnipeg : Contemporary Printed Ltd.
- Thual, F., 1996, *Méthodes de la géopolitique, Apprendre à déchiffrer l'actualité*, Paris : Ellipses.
- Walt, S., 1979, *The Origins of Alliances*, Ithaca : Cornell University Press.

